



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Desintoxication,3165>

Réflexion

Désintoxication

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2012 - N° 1129 - mars 2012 -

Date de mise en ligne : samedi 7 avril 2012

Date de parution : mars 2012

Description :

Jean-Pierre Mon constate que, malgré les rapports officiels, beaucoup d'économistes s'obstinent à cacher la gravité de la montée du chômage.

Portraits de six experts très médiatisés, mais pas vraiment indépendants ...

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

L'information est biaisée...

Dans un récent Fil des jours [1], j'exprimais ma consternation du peu de sens critique dont font preuve les journalistes des grands médias lorsqu'ils traitent d'emploi et de chômage. J'avais, avec quelque naïveté, qu'ils n'étaient peut-être que des victimes (passives ?) de la formation économique orthodoxe qu'ils ont reçue. Mais, même innocents, ils pourraient informer plus qu'ils ne le font sur les "experts" économiques qu'ils choisissent pour animer les débats économiques ou financiers, censés informer auditeurs ou téléspectateurs...

On remarque que ces "experts" sont presque toujours les mêmes et qu'ils sont presque toujours présentés comme universitaires. La vérité est qu'ils exercent, en plus de leurs fonctions universitaires, des activités beaucoup plus lucratives, qu'on "oublie" de signaler au public...

Ce problème n'est pas seulement français, il est mondial. Ce sont des Américains qui ont découvert le pot aux roses, la collusion entre économistes et institutions financières, que la prestigieuse AEA [2] a décidé de rendre publique [3] en révélant que « de nombreux universitaires invités par les médias pour éclairer les débats publics, mais aussi des chercheurs appointés comme conseillers par les gouvernements, sont rétribués par des banques ou de grandes entreprises ». Il n'y a rien d'étonnant à entendre tel "expert" prôner, soit disant « en toute indépendance », la dérégulation financière, quand on sait qu'il occupe aussi un poste d'administrateur dans un fonds d'investissement. Pour « purifier l'atmosphère », l'AEA a décidé qu'à partir de cette année, les auteurs d'articles publiés dans les revues membres de l'association doivent mentionner « les parties intéressées leur ayant versé une rémunération importante (c'est-à-dire d'un montant total supérieur à environ 7.600 euros au cours des trois dernières années) », la mesure s'appliquant aussi aux proches des auteurs. L'AEA, institution qui va fêter ses 130 ans, n'est guère « sujette aux tocades » et on dit aux États-Unis, qu'elle ne remettra donc pas en cause cette décision. Malheureusement, ce « sursaut éthique » n'a pas franchi l'Atlantique. C'est dommage pour les électeurs français pendant ces campagnes électorales, car l'intox du président sortant et de son équipe dépasse toute mesure.

En bas de ces pages, accompagnant la galerie de six portraits d'experts médiatisés, quelques précisions peuvent aider à se faire une idée de l'objectivité des informations économiques et financières qu'ils émettent pour former l'opinion (celle des responsables politiques en particulier). Ceci explique peut-être comment le Président-candidat a pris, entre autres, pour thème de sa campagne la fin des 35 heures et de "l'assistantat", fustigeant ces Français qui ne veulent pas « se lever tôt pour travailler plus ».

...mais les faits sont têtus

Les données fournies par des organismes officiels français, comme l'INSEE [4] et le Ministère du travail, ou internationaux, comme le BIT [5], contredisent les affirmations du président-candidat, de sa clique de ministres serviles et des foules UMP bêtes :

1 " Tout d'abord, la baisse du temps de travail dans le monde est devenue une évidence. En janvier 2010, l'INSEE a publié un rapport intitulé Soixante ans de réduction du temps de travail dans le monde, qui montre qu'en près de 60 ans, la durée du travail a baissé d'environ 25 % dans dix pays ayant un PIB par habitant parmi les plus élevés (Pays-Bas, Allemagne, France, Italie, Suède, Royaume-Uni, Espagne, Japon, États-Unis, République de Corée).

Plusieurs facteurs ont contribué à cette baisse : la salarisation des économies [6], la diminution de la durée

hebdomadaire collective du travail, l'augmentation du nombre de jours de congés et le développement du travail à temps partiel. En 1950, les durées annuelles de travail se situaient largement au-dessus des 2.000 heures par an. Sa baisse a commencé à s'accroître à la fin des années 1960, puis dans les années 1970 grâce aux forts gains de productivité du travail qui ont permis de réduire la durée travaillée. Cette réduction s'est faite par la baisse du nombre d'heures supplémentaires (le contraire de ce qu'a fait Sarko !) ou l'octroi de journées supplémentaires de congés. Le volume horaire de travail moyen a nettement commencé à diminuer avant même le choc pétrolier. Le ralentissement de l'activité dans les années 1970 a été un autre facteur de baisse : la demande de travail étant moins intense, la réduction des heures supplémentaires s'est poursuivie. La lutte contre le chômage est passée aussi par la baisse de la durée collective du travail ou le développement du travail à temps partiel. Ainsi, dans la plupart des pays développés, au milieu des années 1980, les durées annuelles étaient de moins de 1.800 heures. Depuis, les durées hebdomadaires des temps complets et la part des non-salariés se sont progressivement stabilisées, si bien que la baisse de la durée annuelle de travail est redevenue plus modérée.

Elle résulte cette fois d'un nouveau phénomène, celui du développement du temps partiel. En 2007, la durée moyenne est de 1.620 heures par an dans les 10 pays observés, inférieure aux Pays-Bas, en Allemagne, en France et en Italie, et bien supérieure aux États-Unis ou au Japon. Ces écarts s'expliquent surtout par des différences en termes de nombre de jours travaillés, de durées hebdomadaires, et aussi par l'importance relative du temps partiel.

Ceux qui nous rebattent les oreilles avec le modèle allemand pourraient apprendre, s'ils lisaient ce rapport, que « la baisse de la durée annuelle moyenne du travail est similaire en Allemagne et en France entre 1992 et 2006, soit environ 135 heures ».

2 " Les dernières statistiques publiées le 24 février par le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé [7] montrent que les mesures prises pour l'emploi par Sarko sont un échec total. Elles concernent les demandeurs d'emploi inscrits au chômage et les offres collectées par Pôle emploi pour le mois de janvier 2012. Comme il fallait s'y attendre, la situation de l'emploi continue à se dégrader. Pour l'ensemble des catégories de demandeurs d'emploi : le nombre de demandes d'emploi (4.867.500 hors DOM-TOM) a augmenté de 5% en un an, et de 93.900 en Décembre 2011. Plus inquiétant encore : en un an, le chômage de très longue durée (plus de 3 ans) a augmenté de 22,7% et celui de longue durée (entre 2 et 3 ans) de 7%.

Précision : plus d'un chômeur sur deux (50,5%) inscrits à Pôle emploi ne perçoit aucune indemnité, ni allocation de retour à l'emploi (ARE), ni allocation de solidarité.

Enfin le nombre d'offres d'emploi collectées a diminué de 5% en un an.

Les entreprises, elles, ont été assistées : leurs charges ont été abaissées. Mais cela n'a pas amélioré l'emploi !

C'est la faute à la crise...

Peut être, mais, en matière d'emploi, la crise ne touche pas plus la France que les autres pays (y compris l'Allemagne, malgré sa faible croissance démographique). C'est ce que confirme le rapport du BIT intitulé Tendances mondiales de l'emploi 2012, prévenir une aggravation de la crise de l'emploi [8]. En résumé : « Le monde aborde l'année 2012 en étant confronté à un défi considérable en matière d'emploi et à des déficits de travail décent à grande échelle. Au bout de trois années de conditions de crise permanentes sur les marchés mondiaux du travail et face à la perspective d'une dégradation supplémentaire de l'activité économique, le chômage accumulé au niveau mondial s'élève à 200 millions d'individus - une augmentation de 27 millions depuis le début de la crise. En outre, il faudra plus de 400 millions de nouveaux emplois sur la prochaine décennie pour éviter que le chômage n'augmente

encore. Partant, pour générer une croissance durable tout en maintenant la cohésion sociale, le monde doit relever un défi pressant : créer 600 millions d'emplois productifs sur la prochaine décennie, ce qui laisserait encore 900 millions de travailleurs et leurs familles avec moins de 2 dollars EU par jour pour vivre - le seuil de pauvreté - pour l'essentiel dans les pays en développement ».

J'ai retenu les quelques points suivants de ce rapport peu optimiste :

" Les perspectives de création d'emplois au niveau mondial se sont assombries. Il ne faut espérer aucun changement du taux de chômage mondial entre aujourd'hui et 2016, qui reste à 6% de la main-d'oeuvre mondiale.

" Les jeunes sont particulièrement touchés. Ils ont, au niveau mondial, presque trois fois plus de probabilités d'être au chômage que les adultes. En outre, on estime que 6,4 millions d'entre eux ont abandonné l'espoir de trouver un emploi et quitté le marché du travail. Qui plus est, ceux qui ont un emploi risquent de plus en plus de retrouver dans un emploi à temps partiel et souvent avec des contrats temporaires. Il y a donc peu d'espoir de voir une amélioration substantielle des perspectives de l'emploi à court terme pour les jeunes.

" Dans les économies développées, le chômage élevé et la faible croissance des salaires réduisent la demande de marchandises et de services, érodant ainsi encore plus la confiance des entreprises, qui hésitent à investir et à embaucher.

Le rapport souligne aussi l'impact qu'ont eu les politiques d'austérité sur la croissance et les destructions d'emploi dans les pays de la zone euro.

" En conclusion, pour qu'un redressement durable puisse s'instaurer, il faudra procéder à une transformation structurelle et pour cela développer encore l'éducation et accroître les compétences, établir des régimes de protection sociale adéquats, qui garantissent un niveau de vie de base pour les plus vulnérables et renforcer le dialogue entre les travailleurs, les employeurs et les gouvernements pour générer un large développement reposant sur une distribution juste et équitable des gains économiques.

L'emploi, l'emploi, l'emploi

L'Américain Jeff Jarvis [\[9\]](#), raconte que ceci est le refrain que l'on entendait dans toutes les sessions du Sommet de Davos en janvier dernier. Sur scène, les intervenants répétaient en chœur, comme un article de foi, que la croissance pouvait revenir, qu'ils pouvaient la stimuler, qu'elle créerait des emplois et que finalement tout irait bien.

Mais, demande-t-il, qu'est ce qui se passera si ce n'est pas le cas ? « J'en viens de plus en plus, à croire que les progrès de la technologie feront plus pour l'efficacité que pour la croissance. C'est déjà le cas dans certains secteurs : informations, moyens de communication, commerce de détail, vente de voyages... Mais combien d'autres secteurs ce phénomène affectera-t-il : les universités, les gouvernements, la banque, les transports ou même l'industrie ? »

Jarvis assiste à la table ronde présidée par le directeur de l'Agence Reuters et réunissant des chefs d'entreprise et de gouvernement.

Il les écoute discuter de stratégies de croissance.

Il s'étonne de n'avoir entendu que des idées qu'on trouve dans toutes les sessions du forum : investir dans les infrastructures, ne pas entraver le monde des affaires, moins réguler, réformer la fiscalité, revoir les règles d'immigration, etc. etc.

Et il se désole : « Je n'ai entendu aucune stratégie qui permette de renverser les tendances en cours dans la transition de l'économie industrielle vers l'économie numérique. Qu'est ce qui compensera la contraction des grandes industries ? De nouvelles industries ? Nous avons déjà de nouvelles industries numériques mais elles sont encore plus efficaces que les vieilles industries restructurées. Vous pouvez comparer dès à présent le nombre d'employés chez Google et celui de General Motors. Facebook sert presque un milliard de personnes avec un personnel de l'ordre de celui d'un grand journal. Amazon emploie un nombre beaucoup moindre que celui des personnes que les librairies ont licenciées. Bref, ces nouvelles industries créeront de la croissance, du profit et de la richesse, mais pas beaucoup d'emplois ».

« Il y a moins d'emplois pour les salariés permanents depuis la mise en oeuvre des nouvelles technologies qu'il y en aurait eu si elles n'avaient pas existé » dit un intervenant, qui ajoute que ce serait une illusion de croire qu'encourager l'innovation augmenterait le nombre d'emplois.

Que se passera-t-il, demande Jarvis, si prochainement la stratégie -clé dans les affaires fait passer l'efficacité avant la croissance ? « La productivité s'améliorera, les entreprises seront plus rentables, de la richesse sera créée... Mais l'emploi en souffrira. « Dans cette table ronde qui s'intéresse à la transition, je n'ai pas entendu parler de stratégies centrées sur une transition plus profonde. Je pense que c'est parce que les "boîtes à outils" des institutions sont vides. Elles gèrent une société industrielle. C'est tout. Et les entrepreneurs qui créeront de nouvelles entreprises plus efficaces ne sont pas encore en mesure de résoudre le problème qu'ils créent. Je demande aux participants à cette table ronde si toutes ces palabres sur l'emploi, l'emploi, l'emploi, ne constituent pas qu'une rhétorique vide. Je demande s'il y a d'autres outils dans la boîte ».

Un conférencier pense qu'à court terme, dans les cinq prochaines années, nous serons confrontés à la demande... et que « l'emploi d'aujourd'hui n'a rien à voir avec les liseuses électroniques mais tout à voir avec le système financier, et le désendettement... À long terme, nous n'avons pratiquement aucune solution, telles que celles que vous voudrions avoir, ajoute-t-il, et nous devons nous faire à l'idée que nous allons avoir un nombre croissant de personnes travaillant dans les services fondamentaux d'aides aux personnes, comme la santé et l'enseignement. Nous allons en avoir besoin pour faire fonctionner la société ».

Mais, rétorque Jarvis, la santé et l'éducation ne créent pas directement de la richesse : « Donc, employer des gens dans ces secteurs revient à une redistribution de la richesse avec un bénéfice marginal, celui de fournir des services utiles. Est-ce que le secteur des services constitue le secret de la croissance économique ? Qui paiera, alors que de moins en moins de personnes auront un emploi dans l'économie productive ? Je ne vois pas encore la réponse. Ce n'est ni une politique économique ni une politique sociale ». Former des personnes tout au long de leur vie pour les adapter à d'autres emplois, c'est très bien, mais cela ne crée pas d'emplois (sauf dans les écoles) ; cela permet seulement d'occuper les emplois disponibles.

À la suggestion d'un intervenant européen de faire produire les nations occidentales pour les économies en voie de développement et les classes moyennes consommatrices de Chine, d'Inde, du Brésil, ... Jarvis répond que, dans un monde globalisé où règne une compétition féroce sur les prix, cette proposition ne constitue pas une stratégie de croissance, mais seulement de survie, car continuer à parier sur le maintien ou le retour de l'économie industrielle finira un jour par se heurter au problème de soutenabilité et de limitation des ressources. « Dans une société globalisée, nous devons au contraire, prendre en considération l'emploi total, la quantité totale de travail, la productivité totale, la demande totale, et non pas pays par pays. La question qui reste posée est : est-ce que l'emploi total augmentera dans une économie numérisée ?

Si l'efficacité augmente (et avec elle la productivité et le profit), on pourra créer une grande richesse : voir Google et l'économie de la technologie. Mais cela implique que les écarts de revenus et de capital croîtront encore plus. Ils sont déjà suffisamment grands aujourd'hui pour provoquer de l'agitation dans le monde.. C'est ce qui fait peur aux institutions représentées ici, à Davos, ce qui les fait résister et réglementer la technologie dans l'espoir d'anticiper les changements qu'elle apporte. C'est la source des bouleversements auquel nous assistons maintenant même ».

Ce qui montre que nos hommes politiques et notamment les candidats à la présidence de la République sont bien loin de ces considérations essentielles.

Surprise !

Un ancien premier ministre français, Michel Rocard, duquel je me suis souvent méfié, vient cependant de me surprendre avec le livre qu'il vient de publier [\[10\]](#). À un journaliste du Monde, il dit qu'il l'a écrit « sur un coup de colère, effaré par l'inanité des conversations, la vacuité du débat ».

Et il précise : « personne ni à droite ni à gauche, ne dit que le capitalisme est entré dans une crise profonde, qu'aucun retour à la normale n'est envisageable, que rien ne sera plus comme avant... qu'il faut penser un monde nouveau », car « nous vivons plusieurs crises, la croissance rapide est terminée. Il faut repenser le travail dont la fin a été prévue depuis longtemps : par Chateaubriand, Léon Blum, Hannah Arendt, Georges Friedmann, dans des époques où on était dans le plein emploi... » Il a seulement oublié de citer Jacques Duboin, dont son paysagiste, qui était lecteur de La Grande Relève, lui a pourtant beaucoup parlé...

Il semble illusoire d'envisager que son préfacier, François Hollande, s'inspire de ses réflexions.

Olivier Pastré



Toujours présenté comme Professeur d'économie à l'Université Paris VIII, notamment à l'émission de France Culture "L'économie en questions", dont il est coproducteur, il est aussi Président de la banque tunisienne IMbank, administrateur de la banque du Crédit municipal de Paris, de l'Association des directeurs de banque, de l'Institut Europlace de finance.

Il s'est fixé pour mission « d'expliquer aux Français les plus fragiles et les plus soumis à la désinformation, quels sont les risques d'un abandon de l'euro [a] »

Jean hervé Lorenzi



Présenté simplement comme Président du Cercle des économistes [a], il siège pourtant aux conseils d'administration de PagesJaunes, d'Associés en finance, de l'Association française des opérateurs mobiles, de BNP-Paribas assurances et est aussi membre des conseils de surveillance de la Compagnie financière Saint Honoré, de BVA, du Groupe Ginger et conseiller du directoire de la Compagnie financière Edmond de Rothschild banque.

Enfin, et ce n'est guère rassurant, il est conseiller du candidat président François Hollande !

Christian saint Étienne



Il s'affiche comme professeur au Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM) quand il intervient sur France 24, et comme économiste et analyste politique dans les colonnes du Point.

Mais nulle part comme conseiller scientifique du Conseil stratégique européen, un cabinet de conseils en gestion du patrimoine.

Élie Cohen



Sur France Inter, dans le Figaro ou dans l'émission C dans l'air de France 5, il est directeur de recherche au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) et professeur à l'Institut de sciences politiques de Paris.

Mais nulle part il ne se déclare membre des conseils d'administration de PagesJaunes et d'EDF Energies nouvelles. Il est, lui aussi, conseiller de François Hollande.

Daniel Cohen



On ne manque pas de rappeler ses titres de professeur à l'Ecole normale supérieure et à l'Université Paris I mais on oublie de dire qu'il est aussi "senior adviser" de la banque Lazard (qui conseille le gouvernement grec sur la renégociation de sa dette...)

Il est conseiller de Martine Aubry.

Michel Godet



Il intervient souvent sur C dans l'air comme Professeur au CNAM mais il est aussi membre du Conseil d'Analyse Economique, rattaché au Premier Ministre.

Il est membre du Comité directeur de l'Institut Montaigne, administrateur du Groupe Bongrain, animateur du Cercle des entrepreneurs du futur.

Il a été consultant en prospective et stratégie pour de nombreuses sociétés publiques et privées.

[1] GR 1127 janvier 2012.

[2] American Economic Association

[3] voir Les économistes à gages, Renaud Lambert, Le Monde Diplomatique, Mars, 2012.

[4] INSEE = Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

[5] BIT = Bureau International du Travail.

[6] Dans quasiment tous les pays, le déclin général de l'emploi agricole a déterminé le rythme et l'ampleur de la salarisation qui atteint aujourd'hui un taux proche de 90 %, comme en France.

[7] Référence : 978-92-2-124924-5 [ISBN], 24/1/ 2012.

[8] <http://www.travail-emploi-sante.gouv.fr/>

[9] Professeur associé à l'école de journalisme de l'Université de New York, correspondant de plusieurs journaux américains.

[10] Michel Rocard, Mes points sur les « i », éd. Odile Jacob 2012.

[*] La sortie de l'euro, un suicide, Le Monde, 01/02/2012

[**] Association rassemblant, entre autres, les chefs économistes du Crédit agricole, de Merrill Lynch, de Dexia Assets Management, Patrick Artus, responsable de la recherche économique de Natixis et administrateur de Total, Olivier Pastré, ...